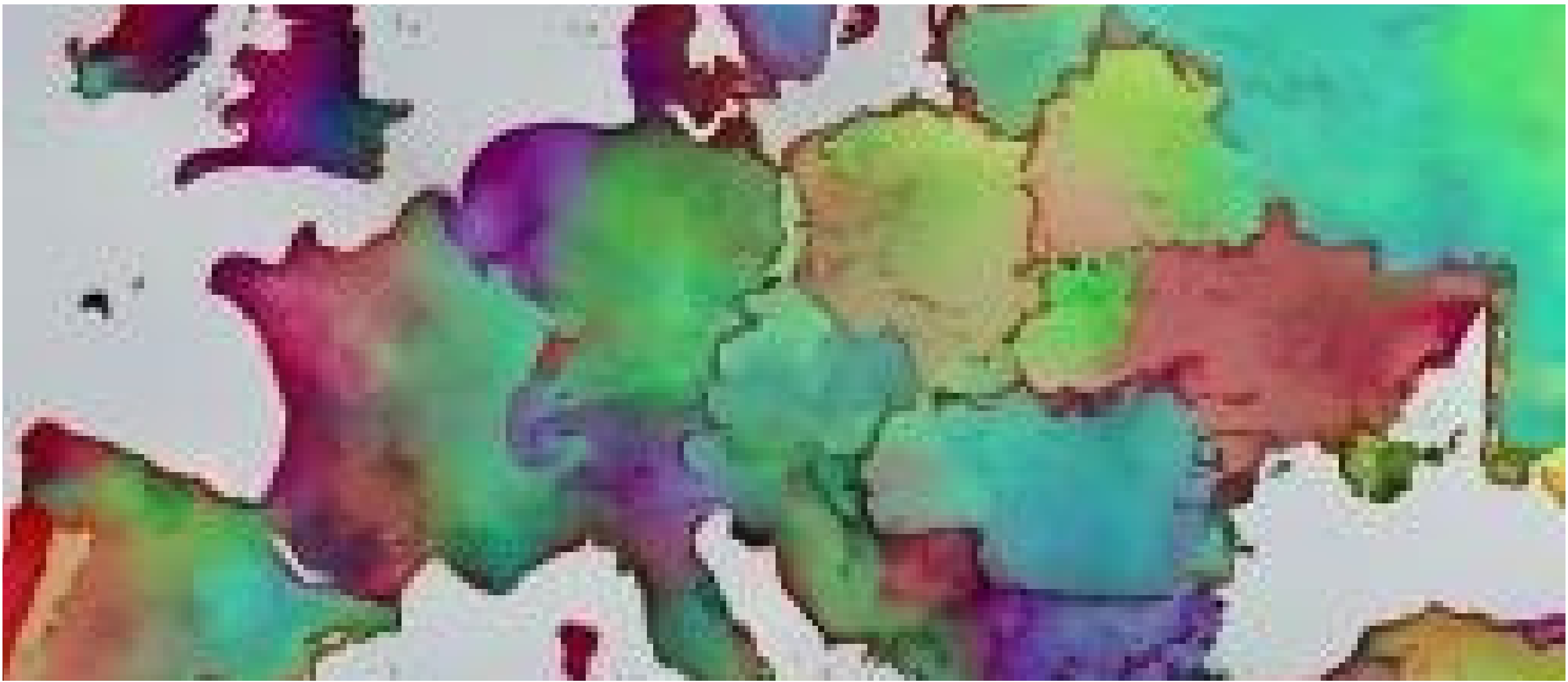




18 MARS 2024

EUROPE INFO HEBDO



GUERRE D'EXPANSION, CHEGA ET DÉFORESTATION IMPORTÉE

Bonne lecture!
Elise BERNARD,
Zaineb EL BOUDOUR EL IDRISSE,
Edouard GAUDOT,
Fjollë IBRAHIMI.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

DÉFENSE, SÉCURITÉ EUROPÉENNE STILL STANDING

Au Paris Defence and Strategy forum de l'Académie de défense de l'école militaire, le 13 mars 2024, le président lituanien Gitanas Nauseda estime que « Aucun des États européens n'est en sécurité (...) Il ne s'agit pas réellement de l'Ukraine, il s'agit de nous. La guerre en Europe ne pourra pas être arrêtée en restant assis tranquillement ». Soutien d'Emmanuel Macron lorsqu'il a évoqué un possible envoi de troupes en Ukraine, ce voisin de la Russie a pu voir ses propos confortés par le chef d'état-major des armées, le général Thierry Burkhard, lors du discours de clôture. L'Ukraine ne doit pas perdre, « Le point de sortie de la guerre en Ukraine concerne plus que le sort de l'Ukraine ».

- L'agression russe en Ukraine continue de créer des tensions et de modifier l'équilibre des pouvoirs en Europe.
 - Si les combats sur le terrain semblent dans une impasse, le conflit a déjà eu des répercussions importantes sur l'environnement international.
 - Le lien raffermi, depuis le début de la guerre en Ukraine, entre Chine et Russie, pose question sur les garanties d'une coopération durable.
 - En effet, Pierre Andrieu rappelle que le souvenir de l'annexion des territoires chinois par l'Empire russe reste vif dans la mémoire des Chinois.
 - Le président américain, Joe Biden, se montre convaincu que la Russie ne s'arrêtera pas à l'Ukraine dans son ambition conquérante.
 - L'Union européenne est confrontée à une remise en question eu égard aux implications variables dans la crise ukrainienne.
 - Les pays d'Europe centrale et baltes cherchent à jouer un rôle plus actif dans la résolution du conflit et à influencer la politique européenne envers la Russie.
 - Cela ne signifie toutefois pas un consensus indiscutable parmi ces représentants.
 - Moscou, de son côté, insiste sur l'autorité immuable de V. Poutine des alliances pour contrer - ce qu'il semble percevoir comme - une opposition occidentale unie.
- On peut sérieusement se demander si c'est le cas, au regard des tensions persistantes entre la France et l'Allemagne
 - D'abord parce qu'elles mettent en lumière les défis auxquels l'Europe est confrontée en matière de sécurité.
 - A cela s'ajoute l'incertitude liée à un second mandat de D. Trump, et ce qu'implique le maintien de cette dépendance à l'égard des États-Unis en matière de sécurité.
 - Dans ce contexte, le Royaume-Uni apparaît comme un partenaire crucial en raison de ses capacités militaires, de sa volonté de déployer la force et de son rôle dans la dissuasion nucléaire.
 - Cependant, les discussions sur une coopération en matière de sécurité entre le Royaume-Uni et l'UE restent politiquement sensibles.
 - L'accord de commerce et de coopération (ACC) ne couvrant pas la politique étrangère, le Royaume-Uni s'est replié, depuis le début de l'année 2021, sur des liens bilatéraux avec les États membres et a cherché à rétablir ses références en tant qu'acteur mondial, et non européen, rappelle l'Institut Carnegie.



EUROPE GÉOPOLITIQUE

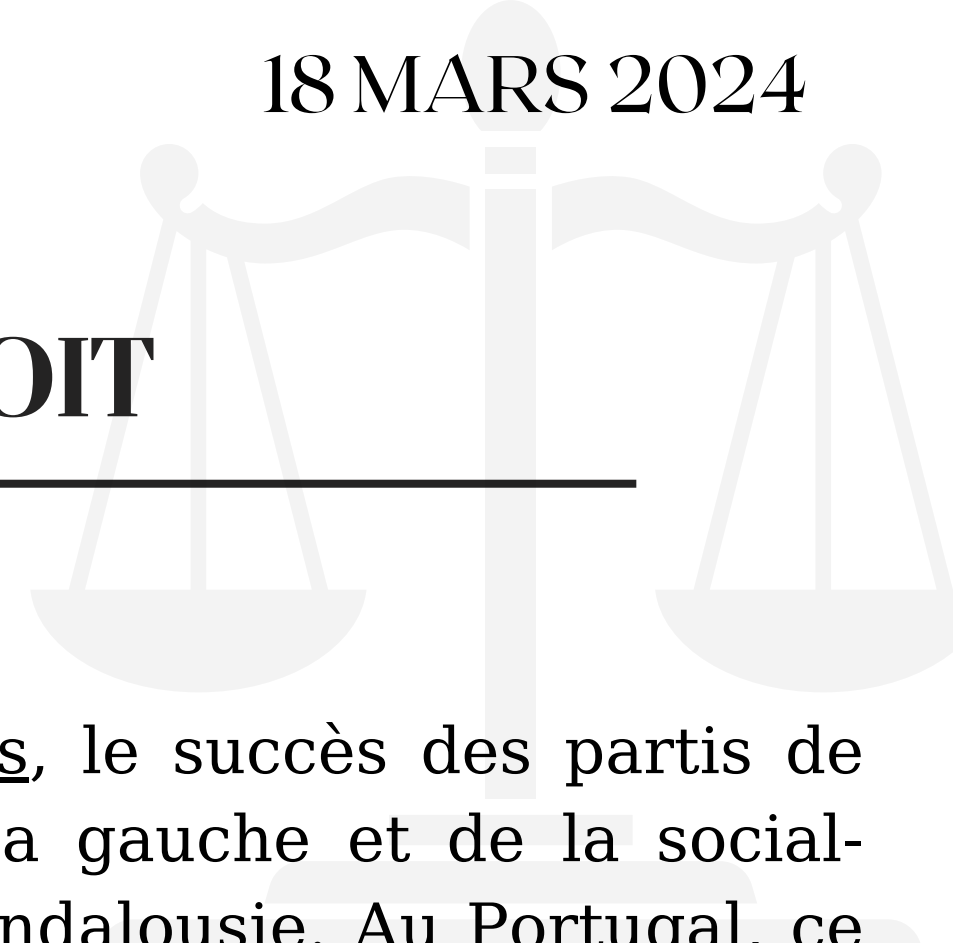
ISRAËL, PALESTINE, ONU, GAZANONS

Au-delà des querelles sur les chiffres, fiables ou non, l'évidence des images et des témoignages s'impose : la situation à Gaza est de plus en plus catastrophique au niveau humanitaire. Pour les agences de l'ONU et les ONG humanitaires, les 2,3 millions d'habitants de la bande de Gaza sont au bord d'une famine généralisée si une aide humanitaire d'urgence n'est pas acheminée vers l'enclave palestinienne dévastée par la guerre. Selon les agences onusiennes, les enfants gazaouis qui ont survécu aux bombardements risquent de « ne pas peut-être survivre à la famine ». Elles appellent à autoriser l'acheminement des aides dans l'enclave palestinienne assiégée.

- C'est pour répondre à cette urgence que la Commission européenne, en partenariat avec les Émirats arabes unis, la République de Chypre, les États-Unis et le Royaume-Uni a approuvé l'activation d'un corridor maritime pour l'acheminement de l'aide humanitaire à Gaza.
 - L'objectif du corridor maritime est simple, permettre un acheminement rapide et massif d'aide humanitaire.
 - Le jeudi 7 mars 2024, Joe Biden a annoncé la construction par l'armée américaine d'un port temporaire sur la côte méditerranéenne de la bande de Gaza.
 - Une forme d'aveu de la part de Washington d'impuissance à imposer la retenue à son allié israélien, estiment certains.
- Ce port, temporaire, permettra l'accostage de bâtiments et le déchargement de containers.
 - Les bateaux pourront ainsi partir depuis Chypre, parcourir 370 km pour rejoindre le port de Gaza et livrer 300 000 repas dans un premier temps.
 - L'objectif du pont maritime est également de mieux répartir les distributions de vivre.
 - Cette aide est malheureusement distribuée de façon chaotique et alimente des marchés parallèles.
 - Les pays participants ont reconnu que l'opération serait « complexe ».
 - Coûteuse en matériel et en logistique, de nombreuses incertitudes pèsent sur l'efficacité d'une telle aide.
 - L'ONU rappelle d'ailleurs que cette aide par la mer, comme celle apportée par des parachutages, ne peut se substituer à l'aide par voie terrestre.
- Le premier navire d'aide humanitaire parti de Chypre mardi 12 mars 2024 et chargé de 200 tonnes de vivres est arrivé le vendredi 15 mars matin à Gaza.
 - Dans la nuit de jeudi à vendredi, le ministère de la Santé du Hamas a indiqué que "les forces d'occupation israéliennes ont pris pour cible un rassemblement de citoyens attendant de l'aide humanitaire", faisant 20 morts.
 - Ces accusations ont été rejetées par l'armée israélienne.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



ÉLECTIONS, PORTUGAL, DROITE RADICALE, MR. CLEAN

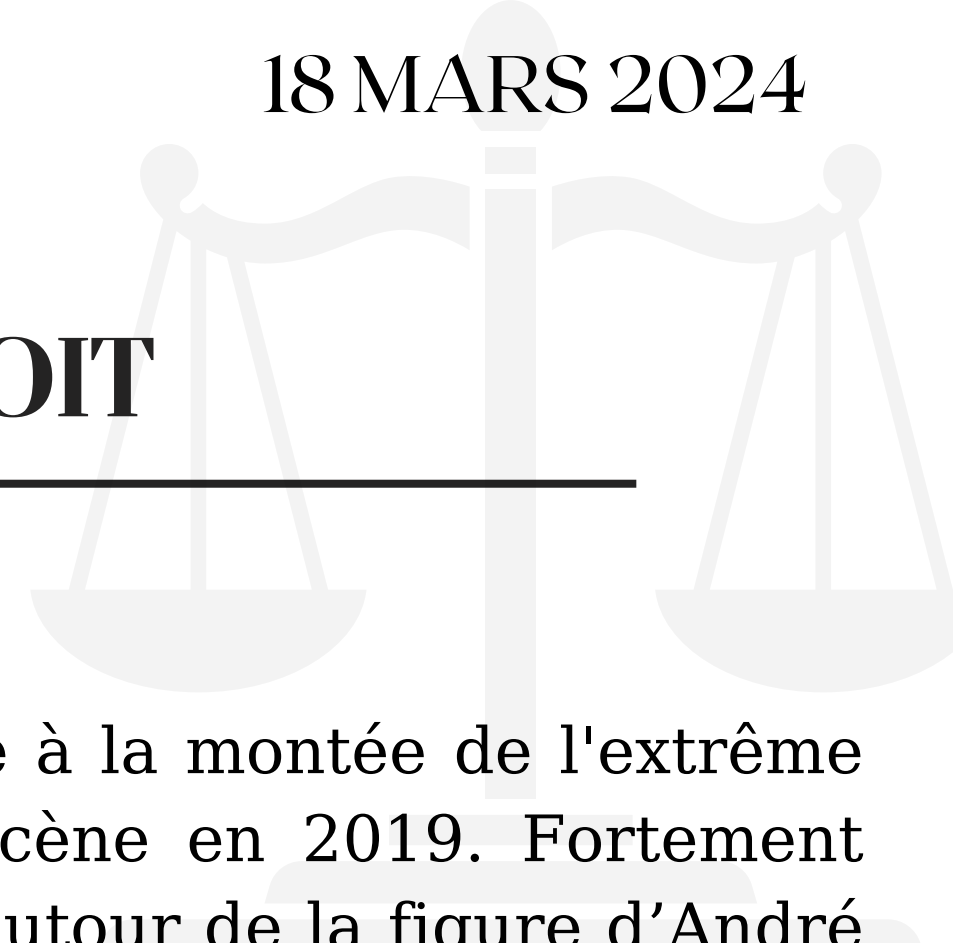
Comme nous l'écrivions à l'occasion des dernières européennes, le succès des partis de droite radicale s'ancre d'abord dans la défaite et l'échec de la gauche et de la social-démocratie, confirmée par le premier grand succès de Vox en Andalousie. Au Portugal, ce sont plusieurs scandales de trafic d'influence ont fait perdre aux socialistes leur majorité absolue et constitué un thème mobilisateur pour Chega.

- “Nettoyer le Portugal” est donc le slogan qui l'a emporté dimanche 10 mars 2024.
 - L'Alliance pour la démocratie (centre-droit) est arrivée en tête mais, avec moins de voix que prévu.
 - Chega est apparu comme le véritable vainqueur, faisant plus que doubler ses résultats en 2019 en pourcentage, et quadruplant son nombre de députés.
 - Les résultats des élections laissent le centre-droit avec seulement deux partenaires pour former un gouvernement majoritaire viable, un choix entre Chega et les socialistes.
 - Aucune autre formule ne dispose de suffisamment de sièges pour obtenir une majorité.
- Les résultats pour les deux principaux partis ont été plus serrés que prévu.
 - En termes de pourcentage, les deux principaux partis ont perdu par rapport aux dernières élections, tandis que le soutien de Chega a augmenté.
 - L'Alliance pour la démocratie (centre-droit) n'a obtenu que 29,5 %, contre 31,5 % auparavant.
 - Les socialistes ont subi la plus forte baisse, passant de 42,5 % à 28,66 %, tandis que Chega est passé de 7,4 % à 18 %.
 - En sièges, cela se traduit par 79 sièges pour l'Alliance pour la démocratie, 77 pour les socialistes et 48 pour Chega.
 - Les petits partis sont tous loin du compte. Le parti libéral IL conserve ses 5 sièges ; le Bloc de gauche, les communistes et le parti de gauche Livre obtiennent 4 sièges chacun, tandis que le parti pour la protection des animaux obtient un siège.
 - Cette fois, les petits partis ne comptent pas. Ils ne pourront fournir de majorité ni à droite ni à gauche.

C'est Chega qui est le “faiseur de roi”. L'époque où les deux principaux partis alternaient au pouvoir est révolue. Une tendance européenne plus large a finalement rattrapé le seul pays qui avait su lui résister - jusqu'à présent.



ÉTAT DE L'ÉTAT DE DROIT



DROITES RADICALES, PASTEIS DE CATA

Le Portugal a longtemps défié la tendance politique européenne à la montée de l'extrême droite. Mais ça c'était avant que "Chega" (Assez!) entre en scène en 2019. Fortement développé sur les réseaux sociaux, ultra personnalisé et centré autour de la figure d'André Ventura, commentateur sportif et ancien membre du parti de centre-droit (PSD), ce nouveau venu à l'extrême droite synthétise les nouvelles formes de radicalité droitière à la mode. Discours antiféministes, anti woke, anti immigration, et sceptiques sur l'écologie, les droits des minorités pour ne citer que ces cas, dans un style pamphlétaire et un langage réactionnaire décomplexé qui dénonce la trahison des responsables politiques et les injustices sociales.

- La recette réussie de ces nouveaux mouvements ou anciens partis, capitalisant sur l'exploitation populiste des ressentiment populaires, des leaders charismatiques, très habiles sur les réseaux sociaux et dans la posture confortable de n'avoir à assumer aucun bilan de gouvernement des décennies de crise passées.
 - L'immigration, qui n'avait jamais été un problème au Portugal par le passé, l'est devenue ces dernières années, en parallèle d'une flambée des prix de l'immobilier causée par l'arrivée de retraités ou des nomades numériques de toute l'Europe.
 - Comme dans les autres pays européens, ce discours attire en outre fortement les jeunes électeurs, surtout masculins comme le souligne cette enquête très approfondie de The Economist.
- Cette radicalisation à droite est générale à toute l'UE (cf. EIH 29/1/24 et 3/12/23, ou ce pointage par Euractiv).
 - Toutefois, deux tendances rivalisent au sein de cette poussée, partagée entre deux groupes au Parlement européen (ID vs. ECR).
 - A Florence à la fin de l'année 2023, le groupe ID a lancé sa campagne européenne en grandes pompes, entre grands partis d'opposition en quête de respectabilité, et formations moins recommandables - cf les excès de l'AfD allemande (cf. EIH 5/2/24), elle aussi sur une forte dynamique qui ternissent les stratégies de dédiablement.
 - Au Portugal, Marine Le Pen (chefe de file ID) dont le parti bénéficie d'une forte dynamique en France, est venue consolider ses alliances.
 - Avec Chega, le Portugal vient de rejoindre la table de la grande famille européenne d'extrêmes droites.



GREEN DEAL

DÉFORESTATION IMPORTÉE PASTEIS DE MATA

A quoi bon protéger la nature au sein de l'UE, si nous consommons l'eau, les ressources ou la forêt des autres ? Même biologique, l'avocat et est un bon exemple de nos paradoxes de consommateurs avertis, végétarien ou végane : l'impact environnemental et social de sa culture mondialisée est particulièrement désastreux. On sait les dégâts de l'huile de palme et des célèbres pâtes à tartiner qui en abusent, mais le chocolat, le café, et même la viande sont des produits dont les voracités européennes sont causes de déforestation croissante.

- Alors que l'UE est le deuxième importateur de déforestation au monde, juste derrière la Chine, le règlement sur la déforestation importée veut bannir les produits tels que le soja, l'huile de palme, le cacao, le bois, le café ou encore le bœuf, le caoutchouc et certains produits dérivés comme le cuir, le chocolat ou les meubles, s'ils ne peuvent pas faire la preuve qu'ils ne sont pas issus de la déforestation.
 - Adoptée fin 2022, la loi européenne est entrée en vigueur le 30 juin 2023 - cf. EIH 18/6/23.
- Cependant, face aux pressions internationales des partenaires commerciaux de l'UE, dont beaucoup sont aussi des bénéficiaires de l'aide européenne au développement, la Commission européenne a consenti la semaine dernière à retarder la pleine mise en œuvre du nouvel outil anti-déforestation.
 - Une très longue et détaillée analyse de ce "pas de côté" démontre la difficulté du bloc européen à diffuser son ambition verte au reste du monde/
 - En particulier aux pays les moins développés, dont la situation est aussi exploitée dans leur lobbying par les grandes compagnies agroalimentaires mondiales.
 - Plusieurs gouvernements de pays d'Asie, d'Afrique et d'Amérique latine ont critiqué la lourdeur de ces règles, qu'ils jugent par ailleurs injustes, et craignent qu'elles ne rebutent les investisseurs.
 - En attribuant le même risque "standard" à chaque pays, l'Union européenne leur permet de prendre le temps de s'adapter aux nouvelles règles en matière d'importations de produits issus de zones déforestées.
 - Mais elle retarde de fait la mise en place d'un contrôle strict de ces importations, explique cette synthèse de *Courrier international*.



GREEN DEAL

BALKANS, POLLUTION, BALKARBONE

La puissance extraterritoriale des normes européennes se vérifie aussi dans un autre domaine, avec l'extension par l'UE de son système d'échange de quotas d'émission aux Balkans occidentaux, pour faire face aux défis environnementaux et énergétiques de la région. De fait, la population de la région des Balkans occidentaux est exposée à des concentrations de pollution atmosphérique parmi les plus élevées d'Europe.

- Une étude du CEPS rappelle ces données de base et détaille les évolutions du système. Avec un secteur de l'électricité obsolète et fortement dépendant du lignite, qui entraîne des émissions de carbone et une pollution de l'air élevées, la région est confrontée au non-respect des réglementations environnementales de l'UE.
 - L'intensité carbonique du secteur électrique de la région est trois fois supérieure à celle de l'UE.
 - L'initiative encourage la fermeture des centrales électriques vieillissantes et l'investissement dans les énergies renouvelables, afin d'améliorer la qualité de l'air et de répondre aux normes de l'UE, tout en réduisant la dépendance à l'égard des puissances extérieures et en favorisant la stabilité politique.
 - Toutefois, cette approche nécessite une forte détermination politique et pourrait conduire à des réductions substantielles de CO2 et à une coopération régionale renforcée avec l'UE.
- Cette question est cruciale car, en l'absence de telles mesures, les capitaux et la technologie chinois ainsi que le gaz russe combleraient le vide, comme c'est de plus en plus le cas depuis une dizaine d'années.
 - Il en résulterait une plus grande dépendance à l'égard du gaz russe et un verrouillage, ainsi qu'un risque accru de ruptures d'approvisionnement.

D'une manière générale, cette initiative démontrerait aux citoyens des Balkans occidentaux la réalité de leur perspective européenne et, à l'UE, la volonté de la région de s'aligner sur les objectifs ambitieux de l'Union en matière de climat.